

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin\\_Registre de copies de lettres envoyées\\_CNAM FG 15 \(8\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin à Louis Oudin-Leclère, 3 mars 1866](#)

## Jean-Baptiste André Godin à Louis Oudin-Leclère, 3 mars 1866

**Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

### Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

2 Fichier(s)

### Informations sur le document source

Cote FG 15 (8)

Collation 2 p. (301r, 302v)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

### Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Louis Oudin-Leclère, 3 mars 1866, Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 14/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/45443>

Copier

### Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famelistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

### Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [3 mars 1866](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Oudin-Leclère, Louis \(1803-1885\)](#)

Lieu de destination Vervins (Aisne)

# Description

Résumé Sur l'affaire Jacquet : Godin demande à Oudin-Leclère s'il a, dans le dossier remis par Borgnon, une lettre de monsieur Houlon de Reims qui évoque une demande qui lui est faite de ne plus vendre des appareils à gaz Jacquet fabriqués par les Fonderies et manufactures "Godin". Godin explique qu'il a reçu deux autres lettres de Houlon qui l'informent qu'à la demande de Jacquet, le maire de Reims a pris un arrêté paru le 1er mars dans les journaux de Reims interdisant la vente de ses appareils émaillés en raison du danger que le plomb de l'émail représente pour la santé publique. Godin annonce à Oudin-Leclère qu'il veut présenter au tribunal ces appareils soi-disant empoisonnés et fournir les explications sur l'émail. Godin fait valoir que c'est Jacquet lui-même qui a choisi les émaux dont il se plaint et qui motivent sa réclamation de 800 000 F. Godin estime que l'arrêté du maire de Reims qui interdit la vente de tous ses vases culinaires émaillés sans plomb est un abus de pouvoir. Il souhaite que Jacquet en subisse les conséquences.

## Mots-clés

[Conflit](#), [Finances d'entreprise](#), [Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Procédure \(droit\)](#), [Ressources naturelles](#)

Personnes citées

- [Borgnon \[monsieur\]](#)
- [Houlon \[monsieur\]](#)
- [Jacquet, François Alphonse](#)
- [Werlé, Édouard \(1801-1884\)](#)

Lieux cités [Reims \(Marne\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 28/02/2023

Dernière modification le 18/09/2023

Quir le 3 mars 1866

Monsieur Oudin Leroy

Je vous prie de me dire si vous  
avez au savoir que M. Rougier vous  
a remis, affaire parquant, une lettre  
digne de M. Rougier de Reims  
par laquelle il m'informe d'une  
demande faite près de lui pour  
l'engager à se plier sous les  
appareils à Garg parquant que p  
fabrique depuis j'ai eu deux nouvelles  
lettres de M. Rougier qui m'informent  
des demandes faites par M. parquant pour  
faire déclarer par la justice de Reims  
le danger qui a intenté à faire établir  
dans l'usage des emma qui a soumis  
à l'administration. Le affaire sent  
en effet de prendre un arrêté pour  
interdire la vente de mes produits  
emballés sous garantie qu'ils sont à  
base de plomb et qui cela pourrait  
causer une des dangers pour la  
santé publique l'arrêté a été publié  
et affiché et est dans le du 3 mars  
des journaux de Reims, je compte  
mettre sous les yeux du Tribunal  
les prétendus objets impropres  
je pourrai toutes les explications  
techniques propres à éclairer le Tribunal  
sur un que sont les imma et les



établissements nécessaires pour s'occuper  
sur la manufacture sur le pavé de la paroisse  
et lui faire voir à quel point il faut se méfier  
de vous

vous auriez déjà remarqué par les notes  
et la correspondance que c'est lui qui  
est venu mettre en caution les objets  
dont il se plaint et au moyen desquels  
il espère avoir 400 mille francs. Il n'a  
pas voulu d'autres imams que ceux dont  
il a fait son grief et qui en réalité ne  
présentent aucun danger. Il y avait  
des moyens pour les éviter s'il avait voulu  
et au moins il en aurait eu un autre  
s'il avait été fait.

L'application de ces imams faite dans  
les termes de notre traité ne pourrait  
même pas permettre cette intervention fort  
cogérée déjà du maire de Rouen  
qui déclare la vente de tous nos vases  
cultuels interdite, quand je fais tous  
mille vases par an dont il n'y a  
rien pour le plus c'est la un fait  
abus de pouvoir qui a des conséquences  
fatales pour l'industrie. il avait bien  
pu se que le pavé de la paroisse... qu'il  
aurait pour cela ne pouvait pas cela  
de lui de dire en fait la même

Je salue mes amis et vous prie de leur  
dire bonjour

Lucien